

# LE PRIX COURANT

(THE PRICE CURRENT)

REVUE HEBDOMADAIRE

Commerce, Finance, Industrie, Assurance, Propriété Immobilière, Etc.

EDITEURS :

LA COMPAGNIE DE PUBLICATIONS COMMERCIALES

(The Trades Publishing Co.)

25, Rue Saint-Gabriel, - MONTREAL

TELEPHONE BELL MAIN 2547

ABONNEMENT MONTREAL ET BANLIEUE - \$2.50  
CANADA ET ETATS-UNIS - 2.00 PAR AN.  
UNION POSTALE - - - - - FRS 2.00

Il n'est pas accepté d'abonnement pour moins qu'une année complète.

L'abonnement est considéré comme renouvelé si le souscripteur ne nous donne pas avis contraire au moins quinze jours avant l'expiration, et cet avis ne peut être donné que par écrit directement à nos bureaux, nos agents n'étant pas autorisés à recevoir de tels avis.

Une année commencée est due en entier, et il ne sera pas donné suite à un ordre de discontinuer tant que les arrérages ne sont pas payés.

Nous n'accepterons de chèques en paiement d'abonnement, qu'en autant que le montant est fait payable au pair à Montréal.

Tous chèques, mandats, bons de poste, doivent être faits payables à l'ordre de : "LE PRIX COURANT"

Nous nous ferons un plaisir de répondre à toutes demandes de renseignements.

Adressez toutes communications simplement comme suit :

LE PRIX COURANT, Montréal.

## LA SITUATION DES BANQUES

La situation des banques offre actuellement un intérêt tout particulier. La crise financière aux Etats-Unis, la rareté de l'argent sur tous les marchés du dehors font que le public Canadien se demande si nos institutions financières sont en mesure de faire face aux nécessités du moment qui, par suite du mouvement des récoltes, sont grandes.

On a prétendu que les banques ne possédaient pas de ressources suffisantes pour faire dans l'Ouest les avances nécessaires au commerce des grains et que le gouvernement devrait venir à leur aide pour permettre aux cultivateurs de vendre leurs récoltes. Or, il appert que, contrairement à ce qui a été avancé, les banques n'ont nullement demandé l'aide du gouvernement et elles semblent, en effet, n'avoir nullement besoin d'être aidées.

Bien que la circulation ait augmenté dans le mois d'octobre de près de cinq millions, les banques avaient encore à la fin du dit mois un pouvoir d'émission de \$11,500,000 pour atteindre la limite extrême du montant des billets qu'elles ont le droit de faire circuler. Il y avait, à cette époque, pour plus de 84 millions de billets dehors, soit environ \$500,000 de plus que l'an dernier à pareille époque. Or, l'année dernière, les banques ont parfaitement fait face à la situation créée par la mise en mouvement des récoltes et à ce moment, leur pouvoir d'émission nouvelle de billets était de un million en moins, soit de \$10,500,000, au lieu de \$11,500,000 actuellement. De plus, au dernier, l'encaisse des banques s'élevait à \$2,362,322 en espèces et de \$2,922,472 en billets de la Dominion. De ces chiffres, il ressort nettement que les banques sont même dans une meilleure position que l'an dernier à faire face aux besoins de l'Ouest.

En plus, afin de pouvoir satisfaire aux besoins légitimes du commerce, les banques ont pris le parti de ne pas ouvrir de crédits aux acheteurs de grains

en spéculation, c'est-à-dire à ceux qui achètent les grains pour les entreposer dans l'espoir qu'ils les revendront plus tard sur un marché à la hausse. En privant les spéculateurs de crédit, les banques auront plus d'argent à la disposition du commerce qui met réellement la marchandise sur les marchés de consommation, et cet argent circulera et rentrera plus librement et plus promptement.

Ce sont précisément ces spéculateurs qui, ne pouvant, cette année, se livrer à leurs opérations coutumières crient à la famine. Pour eux, il y a famine, c'est vrai, mais elle ne nous touche guère, puisqu'elle signifie l'abondance pour ceux qui font des opérations commerciales proprement dites.

Nos banques, on le sait, et on le leur a terriblement reproché, sans se rendre compte si les reproches étaient bien ou mal fondés—nos banques ont fait des prêts à demande en dehors du Canada, prêts qu'elles peuvent rappeler en tout temps. De ces prêts il en a été rappelé en octobre pour un montant de plus de 15 millions et il en existe encore pour au-delà de 47 millions. Voilà une réserve à laquelle il faut songer et qui peut facilement rentrer en totalité ou en partie suivant les exigences du moment. Nous ne parlons pas des prêts à demande consentis au Canada qui s'élèvent à peu près à un égal montant; car il n'y a ni nécessité ni avantage à les rappeler en ce moment.

On voit ce qu'il faut penser des réclamations intéressées des spéculateurs.

Voici le tableau résumé de la situation des banques au 30 septembre et au 31 octobre 1907:

PASSIF	30 septembre 1907	31 octobre 1907
Capital versé.....	\$95,737,819	\$95,827,992
Reserves.....	69,798,322	69,862,098
Circulation.....	\$79,455,000	\$84,289,983
Dépôts du Gov. Fédéral.....	5,355,505	4,915,746
Dépôts des gouvernements provinciaux.....	10,155,120	9,345,779
Dép. du public remb. à demande.....	169,069,497	170,498,311
Dép. du public remb. après avis.....	421,147,701	416,787,636
Dépôts reçus ailleurs qu'en Canada.....	160,319,330	54,226,639

Emprunts à d'autres banques en Canada.....	1,328,291	1,384,263
Dépôts et bal. dus à d'autres banq. en Canada.....	7,252,774	7,900,111
Bal. dues à d'autres banq. en Angleterre.....	11,456,242	11,364,835
Bal. dues à d'autres banq. à l'étranger.....	4,403,378	4,135,609
Autre passif.....	14,178,628	11,933,403
	\$784,120,948	\$776,682,398

## ACTIF

Espèces.....	\$24,097,187	\$25,796,531
Billets fédéraux.....	48,713,519	48,131,162
Dépôts en garantie de circulation.....	4,710,809	4,712,663
Billets et chèques sur autres banques.....	32,886,765	32,964,175
Prêts à d'autres banques en Canada garantis.....	1,328,291	1,379,723
Dépôts et bal. dans d'autres banq. en Canada.....	9,289,071	10,354,032
Bal. dues par agences et autres banq. en Angl.....	5,891,841	7,038,405
Bal. dues par agences et autres banq. à l'étrang.....	14,851,311	15,101,421
Obligations des gouvernements.....	9,355,807	9,069,031
Obligations des municipalités.....	21,153,247	21,085,634
Obligations actions et autres valeurs mobilières.....	41,490,816	41,449,520
Prêts à demande remb. en Canada.....	47,298,694	46,843,488
Prêts à demande remb. ailleurs.....	63,158,601	47,946,737
Prêts cour. en Canada.....	578,207,277	579,800,498
Prêts courants ailleurs.....	25,794,092	25,355,255
Prêts au Gov. Fédéral.....	3,412	4,811,258
Prêts aux gouvernements provinciaux.....	165,471	329,828
Créances en souffrance.....	3,644,774	3,558,651
Immeubles.....	897,786	918,711
Hypothèques.....	432,723	424,766
Imm. occupées par banq.....	16,920,044	17,370,904
Autre actif.....	10,948,395	9,679,480
	\$961,240,415	\$954,182,063

## LES PAIEMENTS

Nous avons mainte fois insisté dans ces colonnes sur la régularité que devait apporter le marchand à effectuer ses paiements aux échéances convenues.

Les commerçants en gros sont toujours mieux disposés en faveur de leurs clients qui règlent leurs comptes à l'époque fixée; ils leur accordent plus volontiers crédit et, au besoin, dans les temps d'accalmie, leur donnent tous les délais nécessaires pour s'acquitter de leurs dettes.

Mais un marchand qui ne paie pas à échéance convenue, et ne cherche même pas à faire un règlement avec ses fournisseurs, peut-il espérer le même traitement que le marchand qui, s'il ne peut payer à l'époque fixée, prévient du moins